

L'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun
LETTRE OUVERTE DE 35 GROUPES

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE, le 27 octobre 2020
Contact : cameroonpeacejustice@gmail.com

Un appel à l'action au Cameroun: #EndAnglophoneCrisis

(Canada, Royaume-Uni, Cameroun) Le 24 octobre, au moins sept écoliers ont été massacrés à Kumba, une ville de la région du Sud-Ouest du Cameroun. Selon des rapports réputés, 12 autres ont été gravement blessés. Des hommes armés ont envahi la *Mother Francisca International Bilingual Academy* et ont tiré sur les élèves dans leur salle de classe. Une mère a trouvé sa fille sur le sol, saignant du ventre, en criant : « Maman, s'il te plaît, aide-moi ! »

Le gouvernement camerounais, signataire de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, a exhorté les élèves et les enseignants des régions de conflit du Cameroun à retourner à l'école cette année scolaire, tout en offrant peu de protection pour leur sécurité. Certains groupes séparatistes armés non étatiques ont continué à promouvoir un « boycott scolaire », menaçant de commettre des violences contre ceux qui participent à l'école, ce qui serait le cas à Kumba.

Alors que la quatrième année du conflit anglophone fait rage, les enfants sont devenus des cibles et des instruments de guerre. L'accès à l'éducation a été militarisé.

Les parties belligérantes, notamment les forces de sécurité camerounaises et les groupes séparatistes armés ont auparavant brûlé des écoles et tué des enfants civils. Ce sont des crimes contre l'humanité. De plus, les meurtres de Kumba sont passibles de poursuites selon la définition internationale des Six Graves Violations contre les enfants pendant les conflits armés.

Bien que les organismes internationaux et les pays sachent ce qui se passe au Cameroun, et expriment leur « profonde inquiétude », ils doivent prendre des mesures plus concrètes. Le massacre de Kumba à la date de la Journée des Nations unies 2020, ainsi que le massacre de Ngarbuh à la date de la Saint-Valentin 2020, s'ajoutent à la longue liste d'atrocités qui comprend des décapitations, des exécutions, des tortures, des viols, des mutilations et des arrestations arbitraires. Que faut-il de plus aux Nations Unies pour considérer la doctrine de la responsabilité de protéger (R2P) au Cameroun ?

Nous condamnons avec véhémence ceux qui ont pris des vies hier. Nous présentons nos condoléances aux familles des enfants, à la ville de Kumba et à tous ceux qui ont souffert de la crise anglophone.

Nous appelons les parties belligérantes à respecter les lois internationales et à fournir un environnement sûr pour l'éducation. Nous les implorons de cesser de commettre des atrocités et nous leur faisons savoir que les auteurs de ces actes, y compris ceux qui font partie de la chaîne de commandement, seront un jour tenus de rendre des comptes devant un tribunal et que les victimes auront justice.

Nous affirmons que les causes profondes de la crise anglophone sont politiques et que le conflit nécessite une solution politique et non militaire.

Nous demandons au gouvernement camerounais de déclarer un cessez-le-feu et de s'engager formellement à trouver une fin négociée au conflit, dans le cadre de pourparlers ouverts à tous, avec la médiation d'une tierce partie.

Nous demandons à tous les groupes armés non étatiques de s'engager à un cessez-le-feu et de participer aux pourparlers, et de permettre la réouverture des écoles afin d'offrir aux enfants leur droit fondamental à l'éducation.

Nous demandons instamment à la Représentante spéciale des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés, à la Conseillère spéciale des Nations Unies sur la responsabilité de protéger et à l'Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'obtenir immédiatement des parties belligérantes, notamment du gouvernement camerounais et des groupes séparatistes, des déclarations signées ou publiques par lesquelles ils s'engagent à respecter un cessez-le-feu et à mener des négociations de paix inclusives sous la médiation d'une tierce partie crédible.

Nous appelons aux diplomates de bonne volonté et à leurs pays d'utiliser tous les outils à leur disposition, y compris la diplomatie publique et les sanctions intelligentes ciblées, pour encourager un cessez-le-feu et des négociations de paix, afin de donner la priorité à la vie de tous les enfants qui sont exposés au même sort que ceux de Kumba. Veuillez également contribuer à couvrir les besoins vitaux de base et à apporter un soutien psychologique aux personnes touchées par ce conflit.

De nombreux acteurs de la société civile encouragent le Cameroun à choisir la voie de la paix et de la justice dans l'intérêt des civils. L'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun salue leurs efforts inlassables, en particulier ceux qui se sont actuellement au Cameroun. Nous plaidons conjointement à tous les Camerounais et amis du Cameroun d'agir MAINTENANT pour un cessez-le-feu et des négociations de paix pour #EndAnglophoneCrisis.

L'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun

Soutenu par :

ADISI-Cameroun

ANICHRA (African Network against Illiteracy, Conflicts and Human Rights Abuses)

ALL For Cameroon

Association pour l'enseignement coranique et la protection des enfants mouhadjirine (AECPEM)

Breaking Ground

The Cameroon Conflict Research Group, Faculty of Law, University of Oxford

Cameroon Human Rights Group UK (CHRG UK)

Cameroon Patriotic Diaspora (CPD)

Cameroon Women's Platform for National Dialogue

Cameroon Women's Platform for Peaceful Elections and Peace Education

Canadians for Peace in Cameroon

Center for Advocacy, Gender Equality and Action for Development (CAGEAD)

Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA)

Coalition for Dialogue and Negotiations

Coalition for Genocide Response

Consortium of Ethiopian Human Rights Organizations (CEHRO)

Femmes pour la Promotion du Leadership Moral

HOVEA – Hope for the Vulnerable and Education for All

The Human Rights Defenders Network-Sierra Leone

L'institut Dallaire pour les enfants, la paix et la sécurité

The International Centre for Disability and Rehabilitation – Cameroon, University of Toronto

International Children's Awareness, Canada (ICA Canada)

Investors Against Genocide

JusticeForCameroon

Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies (MIGS)

Network for Solidarity, Empowerment and Transformation for All

Refugee Free World

Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC)

South West North West Women Taskforce (SNWOT)

Voices of Community Women

Women International League for Peace and Freedom – Cameroon

Women's Peace Initiatives

Youth for Peace

L'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun est un groupe informel d'universitaires, de militants, journalistes, avocats et autres citoyens concernés dans le monde entier qui croient en la nécessité urgente d'une la résolution pacifique du conflit anglophone au Cameroun. Pour plus d'informations : www.cameroonpeacejustice.ca

Ce communiqué est également disponible en anglais

Soutenu en outre par :

Cameroon Women's Peace Movement (CAWOPEM)

Centre Africain de Recherche pour la Paix et le Développement Durable (CARPADD)

Positive Peace Group

Raoul Wallenberg Centre for Human Rights

South West Future Female Leaders (SOWEFFEL) Manyu

South West Women for Peace and Development Network (SWWOPDEN)

Young African Women Congress (YAWC) Network Cameroon